

BACCALAURÉAT 2015

**18 126 candidats
sont concernés
à Médéa**

Ils sont 18 126 candidats ce dimanche 7 juin 2015 à se présenter aux épreuves du baccalauréat dans la wilaya de Médéa, toutes filières confondues. Les candidatures libres s'élèvent à 4636. On notera par ailleurs que 55,24% des postulants pour cette épreuve certificative du cycle secondaire sont des filles.

Quelque 49 centres d'examen ont été mis à la disposition des candidats pour le déroulement des épreuves qui devront durer jusqu'au 11 du mois courant. D'autre part, un dispositif humain fait, entre autre, de 3586 encadreurs (surveillants et agents d'administration) a été mis en place pour assurer la bonne marche de l'événement décisif pour plus d'un et à plus d'un titre.

Selon notre source et comme les chiffres l'affichent également, le nombre de candidats scolarisés cette année est à la hausse soit (+ 2.099) et à la baisse chez les candidats libres, soit (- 599) et ce, par rapport à l'année 2014/2015.

Il est à signaler que la particularité cette année réside dans la phase de préparation psychologique à l'examen. Phase pendant laquelle les élèves des différents lycées de la wilaya ont pu bénéficier d'une prise en charge spécialisée, assurée par des psychologues de la Sûreté nationale de Médéa qui s'est voulue partenaire de l'événement jusqu'au jour J.

M. L.

TIOUT (AÏN-SEFRA)

**11 793 mines neutralisées
par l'ANP**

Quelque 11.793 mines de différentes puissances (anti-personnel, anti-groupes et éclairantes), datant de l'ère coloniale, ont été neutralisées par les brigades spécialisées relevant du 36° BIM/2° RM (36° bataillon de l'infanterie mécanisée de l'ANP de Aïn-Sefra), dans la commune de Tiout, apprend-on.

A l'issue de cette opération de déminage, qui a concerné l'assainissement d'une superficie de 347 hectares s'étendant sur une distance de 67 km et une largeur allant de 40 à 70 mètres, les autorités militaires ont, en la circonstance, organisé une cérémonie de remise de la zone assainie des mines aux autorités civiles.

La cérémonie s'est déroulée à la fin de la semaine écoulée, et a vu la signature d'un protocole de remise de la zone déminée, signé d'un côté par le colonel Amirouche Baouche du génie civil/2° RM représentant le commandant de la 2° RM, et de l'autre par le P/APC de Tiout, M. Ahmed Nebbou, paraphé également par le responsable de l'opération de déminage du 36° B IM/2° RM Aïn-Séfra. Ont également assisté à cette rencontre conviviale entre militaires et civils, outre le premier responsable de la wilaya M. Mohamed Hamidou, le colonel Hassane

Gherbi, secrétaire exécutif de la commission mixte de mise en œuvre de la convention d'Ottawa portant sur la destruction des mines, mais aussi un grand nombre de victimes de ces engins de la mort.

En Algérie, il existe encore des milliers de mines éparpillées sur les bandes frontalières Est et Ouest connues sous l'appellation sinistre des lignes Challe et Morice.

La ligne Morice du nom du ministre de la Défense André Morice, d'une longueur de 460 km a été constituée avec du fil barbelé à partir de juillet 1957 sur la bande longeant la frontière avec la Tunisie. Tandis que la ligne Challe, du nom du général Maurice Challe, commandant en chef en Algérie de 1958 à 1960, d'une longueur de 700 km a été constituée le long de la frontière avec le Maroc.

Quelque 11 millions de mines ont été plantées sur les deux lignes est et ouest, dont près de 9 mil-

lions ont été déterrées par les éléments de l'ANP depuis 1962.

Ce sont alors les 20 communes relevant de la 2° R.M., (11 communes dans la wilaya de Tlemcen et 9 dans la wilaya de Naâma), qui ont connu trois phases de ratissage depuis 1964 à la fin mai 2015, où plus de 5 millions de mines ont été neutralisées, estime-t-on. Les engins de la mort ou les armes sans maîtres, hérités de l'ère coloniale, continuent un demi-siècle après l'indépendance d'alourdir le bilan des victimes de guerre.

L'on dénombre uniquement au niveau de la wilaya de Naâma, une cinquantaine de morts et quelque 168 cas d'handicapés à vie à différents stades. Ceci démontre le danger que cause la machine à tuer aux populations de la région.

Rappelons que conformément au traité d'Ottawa portant destruction des mines ratifié par plus de 120 pays en décembre 1997 et qui englobe aujourd'hui 162 pays, l'Algérie, qui en fait partie, a procédé à plusieurs opérations de déminage et de la destruction de son stock.

B. Henine

**PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE RELIANT
LE PORT DE DJENDJEN À EL-EULMA**

Un projet en bonne voie

Le projet de la pénétrante autoroutière reliant le port de Djendjen à la ville d'El Eulma va bon train.

En effet, ce mégaprojet d'une importance capitale pour la wilaya de Jijel a effectivement démarré après une période de préparation consommée par l'Agence nationale des autoroutes et les Groupements d'entreprises chargés de la réalisation dudit projet. A ce sujet, on apprend que ledit Groupement d'entreprises a procédé à la levée des contraintes techniques relatives à la nature géologique des sites concernés, notamment l'existence de tunnels et de ponts tel celui de Taballout qui nécessitent une étude approfondie et beaucoup d'efforts.

Lors de notre virée à l'un des chantiers de ce projet d'une portée nationale voire internationale, nous avons constaté que les travaux de réalisation sont en cours. Sur les lieux, on apprend

que le Groupement d'entreprises chargé de la réalisation de cette pénétrante autoroutière vient de renforcer ses chantiers en moyens humains et matériels. Selon la cellule de communication, les tâches et les missions relevant des services de la wilaya à savoir l'expropria-

tion et les indemnisations des biens touchés par le tracé de ce projet, le transfert des réseaux, la mise à la disposition des Groupements d'entreprises des zones de dépôts et de carrières ont été exécutées à hauteur de 95 %. Lors de ses multiples inspections de ce mégaprojet, le wali de Jijel Ali Bedrici a instruit le Groupement d'entreprises pour le respect du délai de

sa réalisation. Il convient de souligner que le planning élaboré par l'Agence nationale des autoroutes, maître de l'ouvrage, et la wilaya sera suivi rigoureusement par le ministère des Travaux publics. Notons enfin que ce mégaprojet lors de sa réalisation va créer plus de 6 000 postes d'emploi. Une vraie aubaine pour le marché de l'emploi local.

Bouhali Med-Cherif

BOUIRA

**Deux hommes armés dévalisent
deux milliards à la poste d'El Adjiba**

Deux hommes armés d'un kalachnikov et d'un fusil à pompe ont fait irruption hier aux environs de 11h dans les locaux de la poste d'El Adjiba, à 30 km au sud-est de Bouira, avant de braquer tout le monde et de subtiliser l'argent qui se trouvait dans les caisses.

Une fois leur forfait accompli, les deux hommes ont quitté précipitamment les lieux, mais l'alarme actionnée par le receveur, ainsi que les cris des agents, ont aussitôt alerté la population qui s'est mise à poursuivre les deux assaillants qui étaient vêtus de combinaisons blanches des apiculteurs.

Les deux hommes, qui ont pris la fuite à pied, en contournant les locaux de cette poste mitoyenne avec le siège de la commune, ont pris la direction du chemin de fer avant de descendre vers la cité de regroupement, longée par un oued à végétation très dense.

Quelques minutes plus tard, à l'arrivée des citoyens ainsi que des gendarmes sur les lieux, les deux hommes se sont volatilisés. Des fouilles le long de l'oued ont été organisées par des dizaines de gendarmes, mais sans résultat. Il est probable que les deux

hommes se soient cachés dans la cité et cette piste a été prise au sérieux.

A notre arrivée sur les lieux, vers 13h30, des citoyens nous ont confirmé les faits et la majorité suppose que les deux voleurs sont quelque part dans la cité. Alors que d'autres parlent d'une éventualité que les deux hommes aient échappé à l'étau en ayant emprunté le chemin au nord de l'oued.

Cela étant, alors que les gendarmes qui quadrillent les lieux attendaient, selon nos informations, l'autorisation du procureur pour entamer la perquisition des maisons, nous nous sommes dirigés vers le siège de la poste. Là, nous avons trouvé des gendarmes ainsi qu'une bande rouge interdisant tout accès à l'intérieur. Sur place, nous avons appris que les deux assaillants qui étaient armés, ont dérobé la somme de deux milliards de centimes.

Concernant leur identité, personne ne pouvait dire s'il s'agissait de terroristes ou d'individus appartenant grand banditisme. Cependant, les armes qui étaient en leur possession, plaident plutôt pour des terroristes. Tard dans l'après-midi, les gendarmes étaient toujours sur les lieux et autour de la cité de regroupement.

Y. Y.

**La population de Saharidj rend
hommage aux gardes communaux
et aux victimes du terrorisme**

A l'initiative d'un groupe de jeunes, une stèle dédiée aux victimes du terrorisme et en hommage aux gardes communaux a été inaugurée hier dans la commune de Saharidj, dans la daïra de M'chedallah, à 60 km à l'est de Bouira.

En présence de milliers de citoyens venus des quatre coins de la commune, mais également de la daïra de M'chedallah, les 28 familles des victimes du terrorisme, victimes tombées, soit au niveau du territoire de la commune, soit ailleurs, comme ces militaires, ces gendarmes et ces policiers tombés au champ d'honneur pour que vive la République, ont été honorées.

Cela étant, et c'est parce que le détachement de la garde communale qui était installé à Saharidj, en novembre 1994, suite à l'historique marche des citoyens de Saharidj vers le siège de

la daïra de M'chedallah pour réclamer la protection et des armes, est considéré comme étant le premier à l'échelle de la wilaya de Bouira, les organisateurs ont invité les pionniers de cette lutte antiterroriste dont ammi Moussa et l'inévitable Aliouat Lahlou, qui a fait partie de ce premier détachement de Saharidj et qui continue aujourd'hui à lutter pour la reconnaissance de ce corps de sécurité.

D'ailleurs, lors de sa prise de parole, Aliouat Lahlou, aujourd'hui connu comme porte-parole de la Coordination nationale des gardes communaux, a rap-

pelé que la commune de Saharidj est considérée comme la citadelle de la lutte antiterroriste en Algérie.

Cela étant, et puisque l'Etat tarde à reconnaître les sacrifices de ce corps et son rôle dans la sauvegarde de la République, la population de Saharidj a pris les devants et a tenu à rendre hommage à ce corps de sécurité, sans qui la commune, qui était livrée à elle-même, serait anéantie par les terroristes dont le premier acte a été justement perpétré dans la commune de Saharidj, avec l'incendie du parc de l'APC en octobre 1993. Moins d'un mois plus tard et grâce à la mobilisation et l'éveil de la population, le premier détachement de la garde communale de la wilaya de Bouira a vu le jour.

Y. Y.